

17 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1<sup>re</sup> année. N° 17.

## ABONNEMENT.

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. : 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

## LE TOCSIN

## DES TRAVAILLEURS.



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

SOMMAIRE. — Séance de l'Assemblée. — Signalement de Louis Bonaparte. — Prétendants et présidents. — M. Goudchaux et les ateliers nationaux. — Revue de l'étranger. — Faits divers.

PARIS, 16 JUIN.

## SEANCE DE L'ASSEMBLÉE.

Quand finira cette triste comédie ?

Un jour le pouvoir exécutif, personnifié dans M. Lamartine, conjure l'Assemblée de maintenir l'exil de Louis-Napoléon Bonaparte, en montrant la place de la Concorde envahie par une masse très semblable à la vieille garde resuscitée. La preuve, c'est que le général Thomas a essuyé un coup de feu. Vite, l'Assemblée vote le maintien de la proscription. Et le ministre de l'intérieur expédie l'ordre de saisir, partout où il se présentera, le nouveau représentant du peuple.

Le lendemain, le pouvoir exécutif, personnifié dans M. Ledru-Rollin, invite l'Assemblée à donner force de loi à la mesure qu'elle a votée la veille. Par malheur, il n'avait aucune explosion d'arme à feu à introduire dans sa péroraison, et le coup de pistolet qui avait porté bonheur à son collègue avait été très innocent à l'endroit du général Thomas. Vite, l'Assemblée vote, à une forte majorité, l'admission de Louis-Napoléon Bonaparte, sans daigner croire à la conspiration bonapartiste. Et le ministre de l'intérieur expédie un contre ordre.

Donc, que le nouvel élu arrive, les chemins sont libres et les curieux attendent, qu'il vienne ! Or, avant de se présenter, il adresse au président de l'Assemblée une lettre où se rencontre une phrase trahissant l'ambition d'un prétendant. Et le général Thomas, d'un air effaré et terrible, fait pressentir pour le jour suivant une bataille contre tous les machinateurs du 18 brumaire. Vite l'Assemblée frissonne, et comme si elle était déjà menacée de sauter par les fenêtres devant une charge de grenadiers de l'armée d'Italie, elle va au-devant des mesures exceptionnelles que le pouvoir exécutif triomphant aura à lui proposer... Cependant le ministre de l'intérieur fait mouvoir les bras du télégraphe pour ordonner de rechef l'arrestation de ce jeune César.

Enfin aujourd'hui le débat devait s'engager sur les mesures de proscription. Les abords de la salle étaient peuplés de groupes nombreux. Voici un nouveau coup de théâtre. Le président a reçu une seconde épitre de Louis-Napoléon Bonaparte, qui donne sa démission de représentant du peuple, afin de ne pas être involontairement une occasion de désordre. D'où vient cette lettre ? Qui l'apporte ? M. Frédéric Briffault, homme de lettre, établi à Londres depuis huit ans, et en ce moment résidant à Paris, rue de la Paix. M. Briffault a déclaré qu'il était parti hier du pont de Londres, à huit heures du soir, et arrivé ce matin à six heures à Boulogne, à dix heures à Paris, à midi à l'hôtel de la Présidence. La lettre est donc véritablement venue d'Angleterre. Pourtant ne semblerait-il pas que Louis-Napoléon Bonaparte l'a écrite comme s'il avait assisté à la séance d'hier ?

L'Assemblée a repris ses sens, le général Thomas a permis à son épée de dormir dans le fourreau et le ministre de l'intérieur a laissé le télégraphe en repos.

Ce n'est qu'un entr'acte dans cette pièce dont M. Bonaparte est le héros. Son vœu secret n'est-il pas d'être renommé par tous ceux qui lui ont donné leurs voix, et d'en appeler avec éclat du jugement de l'Assemblée qui l'exclut à un nouveau jugement des électeurs ? Si Paris et les départements le renvoient à l'Assemblée,

persistera-t-il dans son refus d'y siéger jusqu'au retour du calme en France ?

Voilà une lutte engagée entre une partie des électeurs et le pouvoir exécutif flanqué de l'Assemblée. Qui reculera ?

Si M. Louis Bonaparte tient à se laver des soupçons injurieux que son élection a fait naître, s'il veut se montrer pur de toute intrigue, qu'il désavoue hautement une nouvelle candidature, et signe l'engagement de ne pas accepter l'honneur qui lui serait confié. Cela fait, sa lettre pourra être prise au sérieux. Autrement, il est permis d'y voir qu'une provocation habile au dévouement de ses partisans, aux sympathies de la masse impressionnable des électeurs.

Est-ce un trait de diplomatie princière, un acte d'abnégation civique ? Nous ne tarderons pas à le savoir.

Publiions maintenant le texte de cette lettre.

« Londres, 15 juin 1848.

« Monsieur le président,

« J'étais fier d'avoir été élu représentant à Paris et dans trois autres départements : c'était à mes yeux une ample réparation pour trente années d'exil et six ans de captivité ; mais les soupçons injurieux qu'a fait naître mon élection, mais les troubles dont elle a été le prétexte, mais l'hostilité du pouvoir exécutif, m'imposent le devoir de refuser un honneur qu'on croit avoir été obtenu par l'intrigue.

« Je désire l'ordre et le maintien d'une république sage, grande, intelligente ; et puisque involontairement je favorise le désordre, je dépose, non sans de vifs regrets, ma démission entre vos mains.

« Bientôt, j'espère, le calme renaîtra et me permettra de rentrer en France comme le plus simple des citoyens, mais aussi comme un des plus dévoués au repos et à la prospérité de son pays.

« Recevez, monsieur le président, l'assurance de mes sentiments distingués.

« LOUIS BONAPARTE. »

## PRÉTENDANTS ET PRÉSIDENTS.

La monarchie constitutionnelle a péri pour n'avoir rien fait ; toute l'histoire du gouvernement de février se résumerait en un mot : *Rien*. Si les hommes d'État de Louis-Philippe ont été convaincus d'incapacité et d'impuissance, nous avons changé des eunuques couronnés contre des eunuques au bonnet phrygien ; le produit est le même. Eu outre, incapables de créer, ils ont détruit, et leurs œuvres, quand ils en font, ne sont que de nouvelles ruines.

Ce gouvernement, dénué de toute virilité, n'a pas même la force d'être. A toute heure, il remet son existence en question, et il passe le temps à donner son abdication et à la reprendre. Son domicile réel est à la porte du pouvoir ; il entre pour sortir, il sort pour rentrer. D'autant s'il vit, il fait son testament tous les jours et tous les jours il mendie la permission de ne pas mourir.

En présence d'un tel gouvernement, au milieu des cris unanimes de réprobation et de détresse, faut-il s'étonner si les ambitions sont en campagne ?

Il y a un attroupement séditieux de candidatures princières, les candidatures citoyennes commencent à se dessiner.

Tous les prétendants que la révolution de février avait désarçonnés se sont remis en selle. Les voici qui commandent un nouveau trône en remplacement de celui qui fut brûlé à la Bastille. Leurs partisans tiennent boutique ouverte de conspiration. La République semble si malade que la réaction l'assassine à petit coup, en plein jour, et se prépare à en hériter.

Nous serons provisoirement discrets sur la conspi-

ration orléaniste ; si M. de Montalivet, qui fait si bien le mort, voulait nous choisir pour confidents, nous serions suffisamment renseignés.

Parmi les prétendants, le mieux annoncé a été Louis-Napoléon Bonaparte. D'ailleurs le prince portait le masque de représentant du peuple. Hé bien ! il ne prend même plus la peine de se masquer. Dans une lettre adressée de Londres au président de l'Assemblée et lue hier à la fin de la séance, il dit : « Si la France m'imposait des devoirs, je saurais les remplir... »

En vérité ? Qu'avez-vous donc jamais fait d'utile à la France pour qu'elle songe à vous imposer des devoirs ? Quand aurait-elle appris ce que vous pouvez, ce que vous savez ? Ce que vous pouvez, Strasbourg et Boulogne le raconteront aux siècles futurs ; ce que vous savez, c'est la science de l'artilleur. Pourquoi la France daignerait-elle s'occuper de vous ? Parce que, dites-vous,  *votre nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire*. Nous pourrions ajouter : d'usurpation sur la liberté, de despotisme militaire, et de guerre européenne. Mais qu'importe ? Avez-vous donc imaginé que la France devait se livrer à vous sur le mérite de votre nom, et confondre ce que vaut votre personne avec ce que vaut votre symbole, identifier le drapeau et le porte-drapeau ? Étrange fatuité dynastique ! Que la France accepte l'attribution impériale pour arbitre de ses destinées ; le pavillon couvre la marchandise.

Cependant, faut-il l'avouer, ce ne sont pas seulement les réactionnaires qui poussent au succès de la conspiration Bonapartiste. Des vœux en sa faveur sont proférés parmi des ouvriers sincèrement dévoués à la République démocratique et sociale. Tel est leur désespoir de tous nos gouvernants qu'ils se résignent à prendre un Bonaparte à l'essai, sauf à le rejeter comme une écorce, si ce fruit de la branche napoléonienne est aussi aride que tous les fruits de la République.

Nous avons été des premiers à signaler ces menées bonapartistes ; nous ne cesserons de poursuivre une conspiration d'autant plus dangereuse qu'elle est la seule qui ait auprès des masses le passeport de la popularité du nom et qui songe à s'en faire délivrer un par les idées socialistes. Nous serions surpris si elle n'avait pas sollicité, sans l'obtenir, la connivence de Louis Blanc.

Passons maintenant aux candidatures de la Présidence, toute dynastie à part.

Personne n'ignore les prétentions de M. Lamartine. Hélas ! qu'est devenue cette magnifique auréole dont sa tête était ceinte le lendemain des barricades et des élections de Paris ? Tout le monde semblait le convier à gouverner la France. Sa dictature a prouvé à tous, lui excepté peut-être, qu'il pouvait par moment dominer comme une influence, jamais comme un pouvoir. De tous les hommes, à coup sûr, c'est le moins exécutif. D'où il résulte que M. de Lamartine, après avoir été le centre d'un mouvement immense, reste isolé. Déjà sous Louis-Philippe nous l'avions vu seul, après avoir traversé le parti conservateur et l'opposition ; encore aujourd'hui, nous le retrouvons seul. Comme il n'agit pas, il n'éprouve pas le besoin de prendre un point d'appui sur la société, et l'encens de ses admirateurs lui fait illusion sur l'armée qui le suit, il n'apprécie qu'à travers un nuage de parfums.

Cependant, à moins d'une complète cécité, M. Lamartine ne saurait se dissimuler l'aversion de la haute bourgeoisie ; d'une autre part, à quel titre compterait-il sur le peuple pour lequel il n'a rien fait ? Commence-t-il à avoir le secret de son isolement ? on nous assure qu'il serait si heureux d'une grande manifestation populaire en faveur de sa présidence !

L'autre candidature est celle du maire de Paris ; déjà nous en avons eutretenu nos lecteurs.

Si M. Armand Marrast est bien informé, personne



moins que lui n'ignore les sentiments que son système inspire à la démocratie parisienne. Quel est ce système? C'est la Révolution éminemment démocratique et sociale de Février réduite aux proportions du républicanisme bourgeois. Le peuple, parqué dans le régime économique actuel, rencontrera sur la voie de l'organisation du travail les bayonnettes de l'ordre public qui le retiendront dans son paradis. Ne lui suffira-t-il pas d'être électeur, éligible et garde national? Et tandis que le peuple jouira de tous ces avantages, l'aristocratie industrielle et financière ne perdra aucun des siens. Le génie conservateur des monarchies présidera aux destinées de la République. Guérie de toutes les rêveries des socialistes, la France aura la joie de contempler, au sommet de la BORNE, un fauteuil au lieu d'un trône, et à la place de Louis-Philippe, M. Marrast qui n'exigera ni une liste civile de 48 millions, ni même le titre de Majesté.

Telles sont les deux candidatures les mieux accueillies. Si le suffrage universel avait à prononcer, nous serions loin de garantir la nomination de M. Lamartine; mais nous répondrions de la défaite du maire de Paris.

Le citoyen Marrast le sait mieux que nous; en conséquence, c'est sans l'Assemblée nationale qu'il désire enfermer l'élection du futur président de la République. Avec un pareil conclave, il se croit sûr de son exaltation. C'est sous son inspiration prévoyante, dit-on, que la commission de constitution a proposé de saisir l'Assemblée nationale de la nomination à la présidence.

Hier, une troisième candidature s'est affichée ou laissé afficher, c'est celle du citoyen Caussidière. Nous reproduisons ce placard.

« La république est en danger.

« Le travail manque au pauvre, le peuple est plus pauvre que jamais.

« La misère peut perdre la République; il faut porter un prompt remède à cet état de choses; le mal est connu, cherchons-en la cause.

« La cause du mal, c'est la faiblesse du pouvoir exécutif.

« Si le pouvoir était fort, si aucune division intestine ne l'affaiblissait, il pourrait marcher hardiment dans la République et dans la fraternité; le commerce reprendrait son essor un instant arrêté, le crédit renaîtrait, les ateliers, les fabriques se rouvriraient, le peuple aurait du travail.

Citoyens représentants, les mains entre lesquelles vous avez remis le pouvoir exécutif sont débiles; cherchez un homme énergique, un homme d'action qui sache faire de l'ordre avec du désordre, qui régularise le flot populaire, mais qui ne le comprime point; car la compression, c'est la révolte, c'est le sang qui coule, ce sont les prisons qui s'ouvrent. Mettez à la tête de la République un homme qui ne puisse jamais être un danger pour elle.

« L'homme que nous vous proposons, et qui réunit, à notre avis, ces qualités, cet homme, c'est :

MARC CAUSSIDIÈRE.

ALFRED BOULLEMOT,  
Ex-rédacteur de la *Revue sociale* (Isère). »

Pour nous, nous n'épousons aucune ambition individuelle; nous voulons le triomphe de la foi politique à laquelle nous avons dévoué notre vie, et cette foi se résume en un mot : le peuple.

#### M. Goudchaux et les ateliers nationaux.

M. Goudchaux est un banquier qui a fait la conquête de la bourgeoisie; elle le couve du regard; elle lui destine les finances quand elle se sera débarrassée de ce Duclerc qui est encore trop révolutionnaire pour elle.

Un premier mérite de M. Goudchaux, c'est d'être juif. Nous ne disons pas qu'il soit de la force de ses gros confrères; mais les juifs, en général, vivent de la propriété et du capital, comme le prêtre de l'autel; aussi tiennent-ils à la propriété comme la propriété tient à eux.

M. Goudchaux, dans la séance de jeudi, est venu nous dire comment il entend organiser le travail. Cet homme n'a ni génie, ni talent, ni éloquence; il n'est connu que par quelques articles financiers qu'il a écrits au *National* et qui ont fait la risée des gens compétents; n'importe, la haute bourgeoisie a applaudi à outrance ses paroles; cet homme est son type.

Si, a-t-il dit, au lieu d'étudier au Luxembourg une organisation par les ouvriers, on s'était attaché à la faire pour eux, tout serait resté calme.

Oui, c'est bien là comment la bourgeoisie entend toute espèce d'organisation sociale et politique, y com-

pris la République; elle veut gouverner le peuple, mais non avec lui.

Qu'en dites-vous, travailleurs, voulez-vous ne point vous mêler de vos affaires? Vos maîtres les bourgeois pourvoiront à tous vos besoins moraux et matériels, ils le feront sans nul doute..... comme par le passé.

On a dit aussi aux noirs qu'ils étaient bien plus heureux d'appartenir à leurs bons maîtres que d'être abandonnés à leurs propres ressources. Les fous ne le croient pas.

Mais enfin qu'a proposé M. Goudchaux pour réaliser le bonheur du peuple? Il a demandé que l'on fit disparaître les ateliers nationaux; lui aussi leur jette la pierre; c'est ce qui lui attire les bénédictions de tous les journaux réactionnaires.

Les travailleurs, il faut l'avouer, ont l'air peu confiants dans la recette de M. Goudchaux. Ils se cramponnent aux ateliers nationaux comme à une planche de salut; ils y trouvent à peine de quoi manger, qu'importe, c'est pour eux un champ d'asile où ils sont à l'abri du servage; ils y respirent à pleine poitrine l'air de la liberté qu'ils ne connaissaient point encore et qui vient assaisonner leur pain sec.

Pourquoi M. Goudchaux ne veut-il pas des ateliers nationaux? C'est, dit-il, que, de la sorte, l'Etat fait vivre les travailleurs, tandis qu'il doit vivre d'eux.

Aveu naïf! Ce que veulent ces messieurs, c'est continuer à exploiter les travailleurs. A quoi ont servi ces derniers jusqu'ici? à remplir, à force de sueurs, les poches de la bourgeoisie sur lesquelles l'Etat prélevait une part pour ses besoins.

Est-ce donc pour continuer un pareil régime, que vous avez combattu en février, travailleurs; n'espéreriez-vous pas au contraire que l'Etat allait vous nourrir en échange du travail libre que vous lui donneriez. Les ateliers nationaux sont le premier noyau de ces armées industrielles que l'Etat devrait créer; vous l'avez compris et c'est pourquoi vous résistez de toutes vos forces aux mauvais vouloirs qui s'évertuent à dissiper ce premier essai d'un monde meilleur.

M. Goudchaux dit, pour excuse, que les ateliers nationaux ont produit une chose sans exemple, des ouvriers qui cessent d'être honnêtes.

Mensonge et calomnie! S'il n'est rien sorti de l'accouplement des travailleurs avec l'Etat, c'est à l'impuissance de ceux qui le dirigent qu'il faut l'attribuer, ils n'ont su ni créer ni organiser des travaux utiles, ni utiliser les éléments qu'ils avaient entre les mains et pour cacher leur nullité ils s'en prennent aux ouvriers!

En résumé, M. Goudchaux, pour organiser le travail, propose de livrer de nouveau les travailleurs à leur vieil ennemi, à la concurrence. Il ajoute, il est vrai, que l'Etat devra donner de l'instruction à tous et du crédit.... à ceux qui seront bien sages.

Mais ceux qui n'ont pas encore l'instruction et ceux qui n'obtiendront pas leur part du crédit, que deviendront-ils? Ils feront ce que Malthus conseille aux prolétaires dont on ne sait que faire, ils mourront ou ils traîneront, comme ils l'ont fait jusqu'ici, une existence de damnés.

#### Signalement de Louis Bonaparte.

Voici le texte de la dépêche que la commission du pouvoir exécutif avait envoyée dans les départements pour l'arrestation de M. Louis Bonaparte, avant que l'Assemblée nationale ne se soit occupée de son élection :

Paris, 12 juin 1848, à 4 h. du soir.

« Le ministre de l'intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.  
« Par ordre de la commission du pouvoir exécutif, faites arrêter Charles-Louis-Napoléon Bonaparte s'il est signalé dans votre département.  
Transmettez partout les ordres nécessaires.

#### SIGNALEMENT :

Agé de 40 ans, taille d'un mètre soixante-six centimètres, cheveux et sourcils châtains, yeux petits et gris, nez grand, bouche moyenne, lèvres épaisses, barbe brune, moustaches blondes, menton pointu, visage ovale, teint pâle. Marque particulière : tête enfoncée dans les épaules, épaules larges, dos voûté.

#### Revue de l'étranger.

ITALIE. — La réaction vient de l'emporter en Lombardie par un vote monstrueux : 561,002 voix ont été données pour la fusion immédiate de la Lombardie avec le Piémont; 681 pour l'ajournement.

On aurait lieu de s'étonner d'un vote aussi étrange si l'on ne savait pas qu'il était forcé. La crainte de

retomber sous le joug autrichien, toujours entretenue par la tactique perfide du tartufe couronné de Piémont, devait nécessairement arracher ce vote aux malheureux lombards.

L'armée italienne vient de remporter un nouveau succès. Rivoli, position importante, récemment fortifiée par les Autrichiens, vient d'être emportée. Douze mille Piémontais ont délogé en quelques heures et avec une perte d'environ 400 hommes les Autrichiens qui, de leur côté ont dû avoir, dit-on, cinq mille soldats hors de combat.

RUSSE. — Tous les bruits venus de divers points s'accordent à confirmer les présages d'une guerre imminente. 240,000 hommes de troupes russes sont échelonnées sur la frontière polonaise et se disposent à marcher simultanément le 16 courant, le centre, sous les ordres de l'empereur, sur Vienne; l'aile droite, sous Orloff, sur Posen et Berlin; et l'aile gauche, sous Paskewitch, occupera Cracovie et la Silésie.

PRUSSE. Berlin, 10 juin. — Aujourd'hui, à une heure, une foule de personnes, réunies devant l'hôtel de M. Emm. Arago, ambassadeur de la République française, ont fait retentir l'air de vivats en son honneur. M. Arago se présenta et fit des remerciements en langue française, s'excusant de ne pas pouvoir s'exprimer en Allemand. Il a déclaré qu'il considérait cette manifestation comme s'adressant à la France et non à lui.

Ce discours fut accueilli par trois vivats successifs. Le corps des chanteurs qui se trouvait là chanta la *Marseillaise*. Une députation se rendit à l'hôtel de M. E. Arago pour le remercier au nom de la population de Berlin, et l'assurer de sa sympathie. Enfin des vivats ont été portés en l'honneur de la République française.

#### FAITS DIVERS.

— Plusieurs citoyens munis d'autorisations signées par le juge d'instruction pour voir les prisonniers de Vincennes, n'ont pu communiquer avec les détenus, ni dimanche, ni aujourd'hui. On leur a montré une liste de cinq individus seulement admis à pénétrer dans le donjon. Leurs réclamations ont été inutiles; ils ont eu beau dire qu'ils avaient abandonné leurs affaires et fait déjà deux longues courses pour communiquer avec leurs amis, la consigne a été inflexible, et force a été aux nombreux visiteurs de se retirer péniblement désappointés. On n'abuse pas ainsi du temps et de la patience des citoyens. Si on leur a donné une autorisation, c'était probablement pour qu'ils en fissent usage; dans le cas contraire, il eût mieux valu la refuser que de les exposer à un désappointement auquel ils ne devaient pas s'attendre.

— Les détenus politiques sont priés de se réunir lundi, 19 courant, à onze heures précises du matin, rue Albouy, 15, pour affaire qui les concerne.

— Le citoyen Emile Thomas vient d'adresser au ministre de la justice une protestation dans laquelle il déclare :

Qu'ayant été enlevé et sequestré le vendredi 26 mai, il n'a été pourvu ni à son remplacement, ni à sa signature, ni à sa responsabilité les 27 et 28 mai.

Qu'on a violé son domicile privé sans aucune des formes prescrites par la loi; qu'on s'est emparé de clés, de sa correspondance, etc., etc.

Contre lesquels faits il a protesté et proteste, parce qu'ils impliquent, dit-il, la méconnaissance complète du droit et de la loi.

— Les peintres et les menuisiers sont occupés en ce moment dans le palais des Tuileries à restaurer les grands appartements. Les invalides civils disparaissent. On vient d'écarter la haie de lilas plantée dans les sauts de loups des ex-jardins royaux.

— La commission formée pour examiner le projet de loi sur le rétablissement du divorce s'est prononcée, à la majorité de treize voix sur dix-sept, contre cette mesure. Il y a eu unanimité pour l'inopportunité. Le ministre de la justice doit retirer le projet de M. Crémieux.

— Par suite d'une décision de la commission exécutive, les garnisons des villes aux environs de la capitale n'auront plus que des bataillons sur le pied de guerre, toujours prêts à marcher au premier signal.

Le Gérant, Emile BARRAULT.